



Of Privacy and Power: The Transatlantic Struggle over Freedom and Security

Henry Farrell et Abraham Newman

Princeton, Princeton University Press, 2019, 248 pages

The Age of Surveillance Capitalism. The Fight for a Human Future at the New Frontier of Power

Shoshanna Zuboff

New York, PublicAffairs, 2019, 704 pages

Géopolitique des données numériques. Pouvoir et conflits à l'heure du Big Data

Amaël Cattaruzza

Paris, Le Cavalier Bleu, 2019, 174 pages

Pour l'expertise en relations internationales, le sujet des données est particulièrement malléable et stimulant. Les données numériques représentent tout à la fois un enjeu de sécurité et de souveraineté pour les États, un enjeu démocratique pour les populations (à travers la question des données personnelles) et un enjeu fondamental de création de valeur pour les entreprises. Début 2018, l'affaire Cambridge Analytica s'était précisément située au croisement de ces différents enjeux, venant rappeler, d'une part, les capacités de riposte des États dans la sphère numérique et, d'autre part, que la vie privée de millions d'individus pèse peu face aux stratégies commerciales des grands acteurs de l'économie numérique. Les trois ouvrages présentés ici abordent, chacun à leur manière, les défis que fait peser l'exploitation toujours plus exponentielle des données en politique internationale, pour la relation transatlantique, et pour l'avenir du capitalisme.

Concis, l'opus du géographe Amaël Cattaruzza est celui qui présente de manière la plus claire et précise l'entremêlement de la problématique des données et de logiques géopolitiques toujours plus complexes. Longtemps, les données – et plus précisément leur circulation, leur stockage, leur traitement, par des acteurs privés et par des États – ont été une composante négligée des *Internet studies* et de la gouvernance mondiale du numérique. Or, elles s'imposent aujourd'hui comme un enjeu fondamental en matière de gouvernance ; sur ce plan, les enjeux de la gouvernance mondiale de l'Internet, par exemple, ont trop souvent été réduits à la question de la maîtrise du « cœur » de l'Internet, à savoir les ressources critiques et le système de nommage et d'adressage. Un point fort de l'ouvrage est de se distancier d'une stricte lecture de la donnée comme *contenu*, pour analyser la matérialité de ces données, leur caractère physique présentant un caractère éminemment stratégique à l'heure où les États entendent concevoir des politiques numériques souveraines.

Ainsi les données sont des composantes à part entière d'une souveraineté numérique âprement débattue, en Occident comme ailleurs. La question de la maîtrise

des données est devenue la condition *sine qua non* de l'autonomie stratégique – tant sur le plan économique et industriel que géopolitique, affirme l'auteur. L'émergence d'un discours sur la souveraineté numérique entre dans ce cadre : maintenir les données sur le territoire national, *via* une politique de localisation, a structuré une véritable géopolitique des centres d'hébergement de données (*data centers*). La question de la territorialisation des données fait l'objet d'une deuxième partie très instructive. Cette territorialisation révèle des stratégies nationales de la donnée prenant des formes différentes et nuancant partiellement le consensus issu de la mondialisation. Les États-Unis ont fait du contrôle des données l'axe prioritaire tant du redéveloppement économique structuré autour de leurs géants technologiques que de leur stratégie de sécurité. Ces deux éléments se conjuguent dans une longue tradition d'*open door policy* visant à l'ouverture de marchés et au maintien de la prééminence américaine. La Chine, rappelle l'auteur, se situe dans une démarche décomplexée de puissance nationale, *via* un effort au long cours de rattrapage technologique et une volonté de briser le monopole numérique occidental. Dans cette optique, les données doivent permettre d'affirmer la vision chinoise du cyberspace autant que servir d'« instrument géopolitique » du projet des Routes de la soie. L'Europe, elle, pâtit d'un double effet ciseau : l'hégémonie américaine et l'affirmation chinoise affaiblissent le continent qui peine à se positionner en puissance industrielle de premier plan, adoptant en conséquence une posture pour l'essentiel défensive qu'est venu illustrer l'adoption du Règlement général sur la protection des données (RGPD), voté en mai 2018.

L'ouvrage des politistes Henry Farrell et Abraham Newman ne traite pas directement des données ; plutôt, il envisage ce sujet au prisme de l'évolution de la relation transatlantique et de la notion de *privacy* (respect de la vie privée). Les auteurs relèvent l'évolution inexorable des notions (et des tensions autour) de *privacy* et du secret. Ainsi le rôle traditionnellement prêté aux États en la matière – opacité des processus de décision, collecte d'informations sur les citoyens – a-t-il vécu ou, du moins, est très insuffisant pour appréhender la complexité des mutations en cours. Plutôt qu'un Big Brother centralisé, les auteurs soulignent la menace posée par une architecture de systèmes décentralisés, certains privés, d'autres publics, certains internes, d'autres internationaux, collectant tous des milliards de données sur les individus. L'État n'est ni absent ni obsolète : il recourt aux données pour rationaliser ses services, viser des opposants politiques ou poursuivre des criminels.

L'environnement autour des États a été radicalement altéré par la surveillance décentralisée des navigateurs Internet, l'ubiquité des téléphones mobiles avec des capteurs et réseaux satellitaires qui communiquent instantanément l'information aux maisons-mères, de vastes banques de données commercialisables, et de processus d'apprentissage autonome (*machine learning*) qui permettent de catégoriser des données et de prédire les comportements. Puisque les États de part et d'autre de l'Atlantique cherchent à globaliser les problématiques de sécurité intérieure, ceux-ci ne recréent pas les vieilles peurs mais les transforment. Ils louent – ou subtilisent – des données commerciales, les combinant avec les leurs, et mettent en place d'énormes bases de données destinées à des acteurs privés comme Palantir qui les exploitent à des fins lucratives. La ligne de démarcation public-privé vole en éclat, et les États ne peuvent que constater qu'ils dépendent d'initiatives privées pour la collecte de données. Aux États-Unis, les campagnes électorales de

Barack Obama et de Donald Trump ont recouru à des techniques de micro-ciblage fondées sur la fusion d'informations commerciales sur les comportements des consommateurs et de tendances de vote politique. Les conditions de la *privacy* évoluent de la gestion de bases de données publiques vers la gestion d'un accès des États à des bases de données privées. Pour les démocraties, il s'agit d'une tendance de fond particulièrement inquiétante, ce que ne manque pas de nous rappeler le propos final de l'ouvrage.

L'universitaire américaine Shoshanna Zuboff prolonge de manière plus large les réflexions décrites ci-haut : selon elle, les violations toujours plus massives de la *privacy* ne sont ni fortuites ni facultatives ; elles représentent une source primordiale de profit pour les entreprises les plus riches de la planète. Ces acteurs privés ont un rôle financier direct dans le renforcement et le perfectionnement de la surveillance généralisée dont ils bénéficient – ainsi que dans le maintien de la légalité de cet appareil de surveillance. La thèse centrale de l'ouvrage est la suivante : si le capitalisme du xx^e siècle reposait sur la production de masse et l'amélioration des revenus de la classe moyenne, le capitalisme du xxi^e siècle repose sur la surveillance, soit l'extraction de données personnelles à l'insu des usagers qui en sont à l'origine.

En se concentrant sur les cas de Google et de Facebook, Zuboff démontre que la valeur créée par les grandes plateformes numériques découle de l'exploitation de données comportementales « cachées », comme les cookies (des fragments de code contenant des informations sur l'internaute, laissés sur son navigateur *via* les sites qu'il fréquente). Ce sont ces cookies qui assurent un profilage fin des internautes à leur insu. Ainsi, l'exploitation des données extraites à partir des comportements passés des individus (en ligne, mais également et de manière croissante dans le monde physique) permet des prédictions de plus en plus précises de leurs comportements futurs. Dès lors, selon l'auteur, le risque pour nos sociétés est qu'il devient possible d'inciter des individus à agir d'une certaine manière, à leur insu, et donc de les façonner.

L'argumentaire de Zuboff n'échappe pas toutefois à une certaine grandiloquence, au point même que certains techno-critiques pourtant acerbes comme Evgueny Morozov considèrent l'analyse de l'auteure trop alarmiste et pessimiste. Le portrait qui est dressé de la Silicon Valley est uniformément noir, ce qui grève la portée politique de son analyse. Selon Zuboff, la Silicon Valley est sous la coupe d'une idéologie instrumentaire radicale (un chapitre est consacré à *instrumentarian power*) dont l'objectif est de supplanter l'individualisme libéral par une ingénierie sociale à grande échelle. Elle affirme que Google et Facebook sont devenus le « contraire de la démocratie » – la formule est presque devenue *mainstream* dans la classe politique américaine depuis le scandale Cambridge Analytica et les fuites de données massives et successives qui concernent Facebook. Au final, le lecteur regrettera le manque de profondeur derrière la notion de « capitalisme de surveillance », laquelle aurait sans doute mérité une analyse davantage « micro » et politique. Il n'en reste pas moins que l'ouvrage donne du grain à moudre aux nécessaires et complexes formes de régulation à inventer pour encadrer l'action débridée des géants du numérique.

Julien Nocetti,
chercheur à l'Ifri

RELATIONS INTERNATIONALES

DIPLOMATIES ÉTRANGÈRES EN MUTATION

Maurice Vaïsse (dir.)

Paris, Pedone, 2019, 240 pages

Après la publication de *Diplomatie française, outils et acteurs depuis 1980*, cet ouvrage collectif, également réalisé sous la direction de Maurice Vaïsse, propose une étude comparative d'une sélection des dix plus importants services diplomatiques. Dans cette perspective, il a réuni une pléiade de contributeurs, diplomates et universitaires, français et étrangers.

Ces études présentent un intérêt d'autant plus grand que l'organisation et les moyens de ces services sont le plus souvent mal connus, alors que ces derniers sont le reflet des ambitions de politique étrangère de ces pays. On y trouve des points communs : une même volonté des chefs d'État et de gouvernement, dans un contexte de mondialisation et de sommets, de s'impliquer personnellement dans la politique étrangère ; une concurrence de plus en plus évidente entre services diplomatiques et conseils nationaux de sécurité, voire d'autres ministères comme la Défense ou l'Économie ; un même développement de la diplomatie publique, et l'importance accordée au *soft power* ; un même recours aux nouveaux moyens de communication.

Un clivage évident apparaît cependant, à quelques exceptions près, entre l'organisation et les moyens des diplomaties des pays démocratiques, et ceux des pays émergents ou autoritaires. Dans le premier cas, les moyens sont en baisse compte tenu des contraintes budgétaires, le

malaise grandit chez les diplomates en raison de la méfiance des pouvoirs à leur égard, la concurrence avec d'autres administrations est de plus en plus vive, et les orientations de la politique étrangère sont parfois flottantes, voire incohérentes. Le cas des États-Unis de Donald Trump est à cet égard exemplaire, marqué par le plus profond mépris du président à l'égard des diplomates, et par une politique menée à coups de *tweets* personnels impulsifs.

La Chine, au contraire, longtemps discrète, s'affirme et a mis en place progressivement depuis une vingtaine d'années un service diplomatique qui dispose de moyens importants – le budget du ministère des Affaires étrangères a doublé entre 2011 et 2017 –, avec des diplomates au professionnalisme reconnu, jouant aussi bien sur les claviers politique qu'économique et culturel, et motivés par une forte ambition, voulue par Xi Jinping, de « diplomatie de grande puissance ». Il en va de même pour la Turquie, qui entend dorénavant « assumer des responsabilités d'acteur mondial », comme l'a exprimé Ahmet Davutoglu, ministre des Affaires étrangères entre 2009 et 2014. Quant à la Russie, après la période de désorganisation de la « décennie noire », le ministère des Affaires étrangères (MID) a retrouvé, avec Vladimir Poutine et Sergueï Lavrov, une influence élargie par des moyens importants, notamment en personnel : il recrute 70 à 80 diplomates par an.

Ce livre, le premier à effectuer une étude de ce type, est beaucoup plus qu'une analyse de l'organisation et des moyens dont disposent les États pour promouvoir leur influence. Il propose une description des outils de puissance qu'entend développer un certain

nombre de pays pour contrer les diplomaties occidentales, dont quelques-unes sont en plein désarroi. Sa lecture s'impose pour mieux comprendre les bouleversements géopolitiques en cours.

Denis Bauchard

THE GREAT DELUSION: LIBERAL DREAMS AND INTERNATIONAL REALITIES

John Mearsheimer
New Haven, Yale University Press,
2018, 328 pages

John Mearsheimer analyse ici les raisons de l'échec de la stratégie américaine d'hégémonie libérale, en mettant en relief deux concepts dont la mauvaise compréhension a largement participé à cette débâcle stratégique : le réalisme et le nationalisme.

La politique étrangère américaine depuis la fin de la guerre froide, catastrophique pour l'auteur, repose sur la croyance en la nécessité de propager la démocratie libérale, d'encourager l'économie de marché et de mettre en place des institutions de régulation des relations internationales. Il s'agit de remodeler le monde à l'image des États-Unis, pour garantir la protection des droits de l'homme et promouvoir la paix à travers la démocratie. L'idée dérivée de la théorie libérale dite de la « paix démocratique » – présente chez Emmanuel Kant et reprise notamment par Michael W. Doyle – est la suivante : les démocraties ne se font pas la guerre entre elles.

Mearsheimer rejette cette théorie, constatant que les projets portés par l'hégémonie libérale ont échoué dans la réalité. Il peint un sévère tableau de

son pays : État très militarisé, menaçant régulièrement la paix, nuisant aux droits de l'homme et aux valeurs libérales elles-mêmes.

En bon réaliste, Mearsheimer prévoit déjà la faillite par l'oubli de la cruciale théorie de « l'équilibre des puissances ». Or un État peut rarement s'en passer, et lorsqu'il croit pouvoir le faire – dans un monde unipolaire uniquement –, cela aboutit toujours à une perte progressive de sa puissance.

Cette politique étrangère libérale est intrinsèquement une politique de croisade, en ce qu'elle se concentre sur les individus et leurs droits naturels et inaliénables. Cette logique universelle conduit à une implication dans les affaires d'autres États ne respectant pas les droits de leurs citoyens. La meilleure façon de garantir que ces droits ne soient pas bafoués étant de faire vivre ces individus dans une démocratie libérale, la logique du changement de régime devient inévitable.

Intervient alors la mécompréhension des concepts de réalisme et de nationalisme. Les libéraux qui mettent en place cette politique d'hégémonie libérale croient en leur capacité à modeler le monde, certains du *hard* et du *soft power* américains.

Ils oublient que l'immense majorité du monde est composée d'États-nations, le nationalisme étant une force majeure, qui s'oppose bien souvent au libéralisme, et « gagne presque toujours » lorsque c'est le cas. Mearsheimer montre ainsi que l'autodétermination, l'indépendance et la souveraineté sont des concepts cruciaux pour les nationalistes, et qu'ils résisteront forcément si un État cherche à peser sur la politique intérieure de leur pays, ce qui est le but de la stratégie libérale. Quant

aux droits individuels, ils sont universels pour les libéraux, alors que les nationalistes favorisent d'abord leurs citoyens.

Par ailleurs, l'opposition du libéralisme et du réalisme tourne, pour Mearsheimer, à l'avantage du second. Pour les libéraux, les États se font la guerre en raison de leurs différences fondamentales, un pays tiers étant alors nécessaire pour maintenir la paix. Or l'auteur rappelle que le système international n'est pas hiérarchique mais anarchique, et que le libéralisme n'est donc pas applicable aux relations internationales : il n'existe pas d'État mondial pouvant régler les conflits...

Mearsheimer persiste et signe : réalisme et nationalisme ont forgé les relations internationales que nous connaissons – non le libéralisme. Et ils l'emporteront *in fine* toujours sur ce dernier.

Mathias Girard

HISTOIRE

HISTOIRE MILITAIRE DE LA FRANCE I. DES MÉROVINGIENS AU SECOND EMPIRE II. DE 1870 À NOS JOURS

Hervé Dréville et Olivier Wieviorka (dir.)

Paris, Perrin/Ministère des Armées, 2018, 560 et 552 pages

Cette nouvelle *Histoire militaire de la France* paraît 25 ans après celle dirigée par André Corvisier qui marquait un tournant : elle avait en effet participé à redonner crédibilité et légitimité à l'histoire militaire en la décloisonnant

et en l'ouvrant aux dimensions sociales, politiques et culturelles. Hervé Dréville, professeur d'histoire à l'université Paris 1 et directeur de la recherche au Service historique de la Défense (SHD), et Olivier Wieviorka, professeur à l'École normale supérieure de Paris-Saclay, ne se posent pas en opposition à mais en complémentarité avec l'ouvrage de Corvisier. Depuis les années 1990, l'historiographie a évolué et s'est particulièrement développée pour certaines périodes comme le xvii^e siècle ou la Première Guerre mondiale, qui a profité de l'abondante production liée à son centenaire.

En deux volumes et près de 1 100 pages, cette somme est l'œuvre, en plus de ses deux directeurs, de huit historiens figurant parmi les meilleurs spécialistes des époques étudiées. Le premier tome, s'ouvrant avec les Mérovingiens et se concluant en 1870, est découpé en six chapitres : v^e-xv^e siècle (Xavier Hélary), 1450-1650 (Benjamin Deruelle), 1650-1789 et 1789-1795 (Hervé Dréville), 1795-1815 (Bernard Gainot) et 1815-1870 (Annie Crépin). Le second tome, qui débute avec la guerre de 1870 et s'achève avec la période actuelle, est séquencé en cinq parties : 1870-1914 (Xavier Boniface), 1914-1918 (François Cochet), 1918-1945 (Olivier Wieviorka), 1945-1962 (Pierre Journoud) et 1962 à nos jours (Olivier Schmitt).

La longueur et la richesse de ces deux tomes font qu'il est impossible de les présenter ici en détail. On peut cependant dégager quelques lignes de force qui aideront le lecteur à dresser des perspectives historiques sur le temps long. Ainsi, l'importance de l'armée dans l'histoire du pays est évidente, surtout en période de guerre. Même en temps de paix, l'armée influe sur l'histoire nationale,

notamment par la conscription ou les impôts. Autre thème récurrent du livre, celui du soldat-citoyen. Notion évidemment impropre au début de la période étudiée, on perçoit clairement son évolution avec l'affirmation d'un sentiment national qui apparaît avant la Révolution, s'affirme avec cette dernière et se renforce suite à l'adoption de la conscription. L'étude des structures militaires montre également que l'armée offre une certaine continuité au-delà des ruptures politiques. Les succès des guerres révolutionnaires sont révélés comme le résultat de réformes menées après la guerre de Sept Ans (1756-1763), voire sous Louis XIV. La nécessité pour l'institution militaire de s'adapter en permanence pour être efficace dans les guerres à venir est omniprésente au travers des innovations technologiques, mais aussi tactiques et organisationnelles. Enfin, la thématique de l'utilisation de l'armée sur le territoire national est abordée régulièrement et résonne particulièrement avec la situation actuelle.

Ces deux tomes sont clairement des ouvrages de référence pour tous ceux qui s'intéressent à l'histoire militaire et à l'histoire de France.

Rémy Hémez

THE FINAL ACT: THE HELSINKI ACCORDS AND THE TRANSFORMATION OF THE COLD WAR

Michael Cotey Morgan
Princeton, Princeton University
Press, 2018, 424 pages

L'ouvrage de Michael Cotey Morgan enrichit grandement la littérature sur les relations internationales de la

période 1945-1991. Son étude examine en détail les négociations diplomatiques qui ont conduit à l'adoption de l'Acte Final de la Conférence d'Helsinki (été 1975), mais évoque aussi les réactions ambivalentes de certains pays signataires.

La grande richesse du livre est liée à la diversité des points de vue. L'auteur a consulté une masse considérable de sources écrites, mêlant archives officielles, mémoires, textes académiques, récits de presse, documents personnels. Il en a tiré une synthèse équilibrée, riche en micro-anecdotes et en observations de terrain, qui donne la mesure du travail remarquable mené par les diplomates professionnels. Le professeur Morgan a également pris soin de restituer les systèmes de contraintes – crises de légitimité en cascade – dans lesquels évoluaient les principaux détenteurs d'enjeux au tournant des années 1960-1970, ainsi que les changements de leadership survenus de part et d'autre de l'Atlantique au même moment. Ce double éclairage se montre très utile. Il permet de mieux comprendre les représentations élaborées que se faisaient les stratèges des deux blocs (Richard Nixon et Henry Kissinger, Léonid Brejnev et Andreï Gromyko, Willy Brandt et Hans-Dietrich Genscher, Georges Pompidou), au moment où les échanges préparatoires ont démarré, puis comment ils ont cherché à infléchir le contenu des engagements multilatéraux à leur avantage, avant et après la signature des accords.

Plus concrètement, ce travail méticuleux met en évidence les appréhensions, les incertitudes et les aveuglements du Kremlin. Brejnev avait, semble-t-il, à cœur d'éviter un nouveau conflit dévastateur. D'après Morgan, il aurait vu dans la

Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe un moyen de figer les frontières Est-Ouest, de désamorcer la question allemande, mais aussi de s'assurer un accès aux technologies occidentales de pointe, indispensables pour combattre la perte de compétitivité des économies socialistes et le déficit de puissance du Pacte de Varsovie. Ce programme avait un fond de cohérence. Cependant, les dirigeants soviétiques n'auraient pas clairement appréhendé l'ampleur des attentes sociétales des deux côtés du Rideau de Fer, ni anticipé les mouvements de bascule idéologique susceptibles de suivre l'adoption de trois « corbeilles » de résolutions non contraignantes (sécurité/économie, technologie et environnement/coopération humanitaire et droits de l'homme) mais interconnectées et placées sur un pied d'équivalence formelle. De sorte que leur stratagème se serait retourné contre eux.

The Final Act rompt ici avec l'orthodoxie. Nombre d'historiens sont portés à voir les accords de 1975 comme une transaction équitable, assurant aux deux parties des gains substantiels. Le professeur Morgan est d'un tout autre avis. Selon lui, la Conférence d'Helsinki a délégitimé les pratiques ultra-répressives des appareils de force et ébranlé le mythe de la souveraineté étatique, mythe que les Soviétiques cherchaient à consolider pour asseoir leur domination. Elle aurait ainsi établi les conditions nécessaires à la transition post-guerre froide.

L'appareil bibliographique de *The Final Act* est très riche. Plus de cent pages de notes complètent le propos. La circulation d'un chapitre à l'autre y est aisée. Sa lecture est donc recommandée.

Jérôme Marchand

OPÉRATION RAISINS DE LA COLÈRE. L'HISTOIRE SECRÈTE D'UN SUCCÈS DIPLOMATIQUE FRANÇAIS

Hervé de Charette

Paris, CNRS Éditions, 2018,
208 pages

Dans l'historiographie des crises, la médiation pour mettre fin à l'opération israélienne contre le Hezbollah en avril 1996 tient une place mineure, coincée entre l'invasion israélienne du Liban en 1982 et la destructrice seconde guerre du Liban en 2006. Elle constitue pourtant « la plus grande victoire diplomatique de la France au Moyen-Orient depuis 1945 », selon les mots de Shimon Peres que rappelle Hervé de Charette dans un ouvrage à la fois de témoignage et de réflexion sur la politique de la France au Levant.

L'ancien ministre des Affaires étrangères (1995-1997) puise dans ses souvenirs, dans les sources diplomatiques et les journaux de voyage de proches collaborateurs pour livrer un récit de l'intérieur sur cette médiation française aussi originale que décisive.

Il déconstruit la crise en 16 courts chapitres – autant d'éclairages sur les enjeux de l'intervention française (préserver la récente reconstruction du Liban, la place historique de la France et la parole même du président Jacques Chirac envers son ami le Premier ministre Rafic Hariri), les grands acteurs (le Liban meurtri et impuissant, Israël attaqué puis surpuissant, la Syrie et l'Iran clés des discussions avec le Hezbollah), la mécanique de la médiation (pour instituer un organisme de contrôle du cessez-le-feu) et de ses tournants, notamment le bombardement israélien de Cana qui pousse les Américains à intervenir à

leur tour, exacerbant les rivalités entre le Département d'État et le Quai d'Orsay.

La particularité de la médiation française implique un dialogue avec tous les acteurs. Elle conduit ainsi le ministre treize jours durant à effectuer d'incessants allers-retours entre les capitales de la région. Le modèle adopté est celui de la *shuttle diplomacy* de Henry Kissinger ; une première pour la diplomatie française, même si l'on aurait pu rappeler son rôle dans les armistices entre Israël, la Syrie et le Liban en 1949, ou dans l'évacuation israélienne du Sinaï en 1957.

La chronique de ces rencontres donne lieu à de savoureux portraits : le glacial Secrétaire d'État Warren Christopher, « petit, maigre, sec comme une trique » ; le secret ministre iranien des Affaires étrangères Ali Akbar Velayati, rencontré discrètement à l'ambassade de France en Syrie ; ou l'inquiétant Hafez Al-Assad qui, recevant Charette en son palais surplombant Damas, actionne soudain le rideau métallique de l'immense baie vitrée, faisant grimper l'angoisse à mesure que la lumière disparaît « comme dans un film de James Bond ».

S'y dévoilent aussi les acteurs-clés de l'appareil diplomatique français, dont on mesure à quel point la mobilisation sur le terrain et la fluidité d'exécution constituent des atouts maîtres entre les mains du négociateur. L'ouvrage montre que le succès d'une médiation dépend aussi de l'engagement personnel de ses acteurs, comme Jacques Chirac et son ministre qui, à peine débarqué en Israël, prévient qu'il ne rentrera pas à Paris sans avoir obtenu un cessez-le-feu. Il illustre enfin comment la légitimité du médiateur détermine l'issue des pourparlers : c'est parce qu'elle est l'amie du Liban mais surtout reconnue par tous les acteurs que la France inaugure seule la

médiation puis parvient à s'imposer aux côtés des États-Unis.

Trente ans plus tard, Hervé de Charette veut voir là une source d'inspiration pour lancer une nouvelle dynamique au Moyen-Orient, y contrer l'unilatéralisme américain et se rapprocher de l'Iran. Son ouvrage constitue à tout le moins un précieux document sur un succès de la diplomatie française.

Frédérique Schillo

ÉCONOMIE

BROKEN BARGAIN: BANKERS, BAILOUTS, AND THE STRUGGLE TO TAME WALL STREET

Kathleen Day

New Haven, Yale University Press, 2019, 440 pages

Kathleen Day, professeur à l'université Johns Hopkins, montre comment, depuis près de 40 ans, le lobby bancaire américain obtient de Washington le vote de lois qui nuisent systématiquement aux contribuables. Sont particulièrement critiquées ici les législations déréglementant le secteur financier et autorisant le renflouement (*bailout*) d'institutions menacées de banqueroute.

Le premier tiers de l'ouvrage est consacré à de très utiles rappels historiques. Le statut des banques et la question de la garantie de l'État fédéral étaient déjà l'une des pommes de discorde entre Alexander Hamilton et Thomas Jefferson à la fin du XVIII^e siècle. Au fil du temps, le dilemme est toujours le même : réduire *a minima* les réglementations bancaires afin d'assurer le financement de l'industrie, mais au

prix de paniques boursières et de crises économiques aiguës, ou bien limiter le pouvoir des banques, bénéficier d'une croissance économique moins volatile, mais consentir à une dose d'inflation. Hormis durant les années 1930 à 1970, c'est clairement la première voie qui a été privilégiée par les élites américaines.

Les deux derniers tiers du livre étudient la façon dont les États-Unis ont basculé dans un régime de « capitalisme financier », et s'y sont enfoncés. La dérégulation engagée à partir de 1980 est le fruit d'un consensus bipartisan démocrate-républicain, encore en vigueur aujourd'hui. Le renflouement des caisses d'épargne (*savings and loans*) sous la présidence de George H. W. Bush institutionnalise l'aléa moral, puisque l'argent public sert à secourir des établissements ayant pris des risques considérés. Cette intervention préfigurera les *bailouts* du fonds d'investissement LTCM en 1998, puis de l'assureur AIG et des constructeurs automobiles en 2008-2009. Les décideurs qui pilotent ces renflouements, ou les défendent (Alan Greenspan, Robert Rubin et Lawrence Summers), sont alors présentés comme des sauveurs. Quelle ironie du sort ! Ils auront en fin de compte pérennisé un système pernicieux, dans lequel les profits sont privatisés en période de croissance et les pertes mutualisées durant les récessions.

Le « capitalisme financier » a engendré divers scandales financiers, révélant le manque d'éthique de certains élus. Les conflits d'intérêts impliquant le sénateur Phil Gramm et son épouse, tous les deux au service du géant de l'énergie Enron qui tombera en faillite en 2001, constituent un cas d'école. L'hypothèse d'efficacité des marchés est ici méthodiquement réfutée : les modèles d'évaluation du risque de crédit (comme le modèle Black-Scholes) sont des échecs,

et le court-termisme des investisseurs empêche les entreprises de mener des stratégies cohérentes. Le laxisme chronique des régulateurs (telle la *Securities and Exchange Commission*) et des agences de notation n'aura finalement fait qu'exacerber la financiarisation de l'économie, l'excès d'endettement et la spéculation.

L'ouvrage de Kathleen Day n'est pas dénué de défauts : les répétitions gênent la lecture, et l'absence de conclusion est regrettable. La démonstration s'avère cependant implacable : le pouvoir excessif des grands groupes financiers dénature la démocratie américaine et contribue à appauvrir les classes moyenne et populaire.

Norbert Gaillard

HOW CHINA IS RESHAPING THE GLOBAL ECONOMY: DEVELOPMENT IMPACTS IN AFRICA AND LATIN AMERICA

Rhys Jenkins

Oxford, Oxford University Press, 2019, 432 pages

L'essor économique de la Chine est un élément structurant du système international des dernières décennies (et vraisemblablement de celles à venir), mais aussi un sujet qui polarise. Sur l'impact de cet essor sur les pays du Sud, notamment en Afrique subsaharienne et en Amérique latine, les avis sont souvent partagés entre ceux qui voient le mercantilisme chinois comme une nouvelle forme de colonialisme, et ceux qui perçoivent la Chine comme l'opportunité du siècle pour sortir de la pauvreté et stimuler la croissance et le développement.

Entre ces deux visions, l'ouvrage de Rhys Jenkins propose une analyse que

L'auteur souhaite nuancée, objective et désengagée de l'impact – économique, politique, social et environnemental – qu'a eu l'émergence (avant tout économique) de la Chine sur ces deux régions. L'auteur juge la situation moins alarmante que ne le pensent certains, mais non sans problèmes (parfois profonds et majeurs, sur le plan environnemental par exemple), lesquels varient souvent en fonction du pays et/ou du secteur économique en question.

Deux constats semblent importants pour cadrer l'analyse. D'abord, «la Chine» est pour l'auteur un ensemble d'acteurs divers et variés : ministères, banques publiques, entreprises d'État centrales et locales, entreprises privées, entrepreneurs... Caractériser un comportement proprement chinois dans ce contexte est difficile, sinon impossible. Chacun de ces acteurs semble poursuivre son propre intérêt, très souvent commercial et en général sans *a priori* politique (sauf quand la reconnaissance politique de Taïpei est en cause).

L'auteur souligne ensuite l'importance du contexte local – l'état du développement économique, le poids du cadre institutionnel, et le rôle des acteurs locaux, dimension trop souvent oubliée dans les analyses de ce type. Il ne vise pas nécessairement à déresponsabiliser les acteurs chinois des déboires, mais explique que l'impact économique, social et environnemental des activités chinoises dans les pays en question est très fortement influencé par les réalités locales. Profiter pleinement de la demande chinoise en matières premières, par exemple, suppose que l'État puisse investir dans les infrastructures et consolider les bases d'une croissance économique à venir.

L'ouvrage est riche en analyse et présente un très bon aperçu de l'impact

de l'émergence économique chinoise des dernières décennies sur ces deux régions. Il reste pourtant limité en termes de prospective. La place du projet phare de Pékin des Nouvelles routes de la soie – ce vaste projet de diplomatie économique – n'est analysé que brièvement en conclusion. Dans son analyse de la libéralisation de l'économie chinoise, l'auteur ne se prononce pas non plus sur le virage autoritaire des cinq dernières années. Ce virage consolide pourtant le rôle de l'État, et notamment du Parti communiste, dans l'économie, ce qui aura nécessairement des implications pour les choix des acteurs économiques eux-mêmes. Enfin, la dimension technologique – par exemple l'importance de Huawei ou ZTE dans le développement des réseaux de télécommunications – n'est pas explorée, alors qu'elle aura des conséquences importantes dans les années à venir. L'approche rigoureuse et objective de l'auteur reste néanmoins très pertinente et précieuse dans un contexte où le débat sur la Chine s'annonce clivant.

John Seaman

SÉCURITÉ/STRATÉGIE

RÉSISTANCE ET DISSUASION. DES ORIGINES DU PROGRAMME NUCLÉAIRE FRANÇAIS À NOS JOURS

Céline Jurgensen et Dominique Mongin (dir.)

Paris, Odile Jacob, 2018,
400 pages

L'héritage du général de Gaulle demeure, en 2019, un pilier de la politique étrangère et de la stratégie

de défense de la France. Comme objet politique, cet héritage alimente des controverses récurrentes autour des décisions de politique étrangère de chaque gouvernement français : qu'il s'agisse de la réintégration des structures de commandement militaire de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) ou de la guerre en Libye, le caractère supposément gaullien de chaque décision est interrogé. Aussi fréquentes qu'elles puissent être, ces polémiques ne sauraient toutefois faire oublier les influences durables exercées par un socle conceptuel plaçant l'indépendance politique et l'autonomie stratégique au-dessus de tout autre considération.

L'ouvrage collectif *Résistance et dissuasion. Des origines du programme nucléaire français à nos jours* permet de mesurer le poids de cette continuité unissant les avancées des pionniers français de la physique nucléaire, leur réaction face à l'effondrement dramatique du printemps 1940 et la politique nucléaire suivie par la France de l'après-guerre à aujourd'hui.

Comme le colloque organisé en 2017 dont il est issu, l'ouvrage réunit pour l'essentiel des contributions d'historiens et d'acteurs de la politique nucléaire française – hommes politiques, responsables du Commissariat à l'énergie atomique (CEA), diplomates, officiers généraux. La problématique de l'ouvrage se décline en quatre parties : une première consacrée au rôle des atomiciens français avant et pendant la Seconde Guerre mondiale, une deuxième portant sur l'après-guerre et les débuts du CEA, une troisième sur la vision gaullienne de la souveraineté nucléaire, et une dernière s'intéressant au lien entre indépendance et dissuasion nucléaire

aujourd'hui. Si les volumes des parties varient, reflétant une certaine hétérogénéité des textes, chacune contribue à éclairer de manière fine et complémentaire ces quatre phases de la relation entre souveraineté, maîtrise de l'atome et sécurité nationale qui s'est nouée en France ces quatre-vingt dernières années.

La lecture de l'ouvrage incite à s'interroger sur le poids du « plus jamais ça ! » – qui illustre souvent l'expérience traumatisante de la Seconde Guerre mondiale – tant sur le choix français de développer une arme nucléaire en dépit d'importants coûts, que sur la valeur primordiale accordée à l'indépendance nationale depuis lors, particulièrement sous la V^e République. L'histoire relatée dans les premiers chapitres nuance et enrichit cette perspective, en mettant en relief les racines de cette puissante motivation avant et pendant la guerre, les efforts consentis par une poignée de héros pour ralentir les progrès allemands vers la maîtrise de l'énergie nucléaire à des fins militaires, ou encore les coopérations et tensions ayant émergé entre scientifiques des pays alliés au cours de la guerre. Les parties suivantes éclairent parfaitement ce qui en a résulté, à savoir une symbiose grandissante entre dissuasion nucléaire et indépendance nationale au fil des décennies, des projets communs et des querelles interalliées de la guerre froide aux défis de l'adaptation de la posture française depuis la fin de cette même guerre.

Résistance et dissuasion est un ouvrage de grande valeur, par sa cohérence, la profondeur des exposés historiques et la richesse des témoignages qu'il propose.

Corentin Brustlein

COMMAND: THE TWENTY-FIRST-CENTURY GENERAL

Anthony King
Cambridge, Cambridge University Press, 2019, 484 pages

Anthony King, professeur de *war studies* à l'université de Warwick, entend bâtir une théorie du commandement militaire au XXI^e siècle en le comparant à celui du XX^e siècle. Pour y parvenir, il étudie le niveau divisionnaire à ces deux périodes aux États-Unis, au Royaume-Uni, en France et en Allemagne. Sa thèse est que le commandement est en transition. Le modèle «individuel» qui a survécu jusqu'à la fin du XX^e siècle n'est en effet plus adapté à la complexité croissante des opérations.

L'auteur explique d'abord ce qu'est une division et revient sur son évolution de 1916 à 2018. Puis il s'attache à définir le commandement et à le caractériser en trois fonctions intimement liées : définir la mission, conduire les tâches qui mènent à son accomplissement (le *management*) et motiver les hommes (le *leadership*).

Anthony King analyse ensuite les caractéristiques des opérations du XX^e siècle. Elles sont de grande ampleur mais d'une mécanique relativement simple. Le nombre des unités à commander dans une division est limité (trois brigades d'infanterie ou de cavalerie, des éléments d'appui et de logistique). Le front et la profondeur d'engagement sont relativement réduits. Les généraux étudiés par l'auteur (John Monash, Erwin Rommel, Bernard Montgomery, Rupert Smith) ont leur propre style, mais un point commun : ils commandent seuls, assistés d'un état-major très réduit. Les meilleurs chefs sont alors ceux qui parviennent à

créer un lien direct avec leurs hommes. Un constat aussi valable en contre-insurrection, comme le démontre le cas du général Massu lors de la bataille d'Alger.

À la moitié de l'ouvrage, King passe à l'examen du commandement au XXI^e siècle. Il revient d'abord sur l'expérience du *Regional Command South* du général britannique Carter en Afghanistan entre octobre 2009 et novembre 2010. Ce dernier doit remplir une mission de contre-insurrection complexe à la tête d'un état-major de 800 personnes, dont six généraux de brigade. L'autre cas historique exploré est celui d'une opération de haute-intensité. Le général Mattis, à la tête de la 1^{ère} division de Marines lors de l'invasion de l'Irak en 2003 – soit 20 000 hommes, 8 000 véhicules et une composante aérienne très puissante – doit mener une offensive de 500 kilomètres sur plusieurs axes passant par des villes majeures.

À la lumière des cas étudiés, le constat est clair : la division reste la formation tactique décisive, mais elle a profondément évolué. Les chefs militaires ne peuvent plus commander seuls des opérations devenues bien plus complexes, où il faut coordonner des capacités très diverses (artillerie, hélicoptères, drones, etc.), intégrer des unités de plusieurs pays, traiter des masses d'informations toujours plus grandes, agir dans des espaces temporel et géographique considérablement élargis, appliquer la force militaire avec précision, et où les enjeux sont politisés. Pour répondre à ces multiples défis, la structure de l'état-major s'est «globalisée». Le commandement est désormais collectif, des équipes de professionnels ont pris la place des généraux et de leur coup d'œil...

La démonstration d'Anthony King est limpide et rend l'ouvrage éclairant et agréable à lire. Les cas étudiés sont très riches, notamment parce qu'ils viennent de nombreux entretiens menés par l'auteur. Même s'il n'aborde que le niveau divisionnaire, ce livre est une référence incontournable sur le commandement des opérations militaires aux xx^e et xxi^e siècles.

Rémy Hémez

LE RÉVEIL DES ARMÉES

Isabelle Lasserre

Paris, JC Lattès, 2019, 320 pages

«87 % des Français ont une bonne image de leur armée.» Au pays des «Gaulois réfractaires», supposés plus enclins à la contestation qu'à la discipline militaire, le constat étonne. Ce paradoxe a poussé Isabelle Lasserre à s'interroger sur les ressorts de cette dynamique. Rédactrice en chef adjointe au service étranger du *Figaro*, elle signe ici un livre de journaliste, fruit d'une enquête de terrain et d'entretiens auprès d'officiers et de chercheurs. Décortiquant une institution méconnue des Français, l'auteur dresse un portrait flatteur des militaires. Elle décrit des hommes et des femmes désintéressés, engagés au service des autres et de la République : des exemples pour les dirigeants comme pour les plus jeunes.

Isabelle Lasserre commence par dépeindre «les signes du réveil» de la conscience militaire dans la société. «La figure du soldat [...] est revenue», comme en témoigne le sursaut du recrutement après les attentats de 2015. Une image de l'officier qui s'impose est celle du colonel Beltrame, portant ses actes à la hauteur de ses idéaux. Les Français aussi ont changé. Si la

génération de 1968 avait ringardisé les valeurs patriotiques, la nouvelle génération, en quête de transcendance et d'action, les plébisciterait. Cependant, ce regain d'intérêt pour la chose militaire s'explique aussi par un monde plus dangereux. Rompant avec les années relativement pacifiques de l'immédiat après-guerre froide, les Français réalisent que des menaces pèsent sur leur pays, et que certaines sont déjà sur leur sol. La France, cible privilégiée du terrorisme, souhaite une défense efficace, à l'intérieur comme à l'extérieur du territoire.

Ce basculement de l'opinion a des incidences sur la classe politique, qui a des rapports singuliers avec les armées. Professionnelle, tournée vers l'engagement extérieur, l'armée s'est largement dépolitisée, mais elle reste parfois suspecte aux yeux de politiques qui la connaissent mal. Ils lui prêtent souvent à tort un esprit bonapartiste, ou ultraconservateur. Or, quand elle existe, cette défiance est désastreuse pour les budgets comme pour le moral. Pour défendre leur institution fragile, soumise aux aléas de Bercy, les militaires ont pris conscience qu'ils devaient expliquer leur spécificité avec pédagogie. Réprimant leur frustration, ils s'expriment désormais sur ces sujets dans une abondante – mais prudente – littérature. Dans une société fractionnée qui voit s'éroder ses valeurs, l'armée est à la fois un modèle d'intégration, de promotion sociale, d'intégrité et d'autorité. Elle assume sa qualité de source d'inspiration, notamment pour l'Éducation nationale, mais elle récuse tout rôle de recours providentiel que certains veulent lui attribuer.

Isabelle Lasserre décrit assez bien la société militaire, même si la communauté de défense ne se reconnaîtra

peut-être pas totalement dans ce portrait très bienveillant. Son décryptage de la psyché militaire, qui varierait selon les armées (Terre, Air, Marine) peut être jugé quelque peu caricatural, mais il reste pertinent. L'analyse de l'auteur, notamment lorsqu'elle décortique politiquement et sociologiquement les jeux de pouvoir au sein des cabinets ministériels, est éclairante. Si elle se réjouit du « réveil des Armées », Isabelle Lasserre invite le lecteur à la prudence : elle sait l'inconstance de l'opinion publique et souligne que l'affection actuelle pour les forces armées pourrait ne pas durer.

Serge Caplain

PROPAGANDE. LA MANIPULATION DE MASSE DANS LE MONDE CONTEMPORAIN

David Colon

Paris, Belin, 2019, 432 pages

David Colon est professeur agrégé d'histoire à Sciences Po, où il dispense notamment un cours sur la « fabrique de l'opinion ». Son nouvel ouvrage est une somme remarquable qui retrace l'histoire de la propagande du début du xx^e siècle à l'ère des réseaux sociaux. Il s'appuie sur de nombreux travaux comme ceux de Jacques Ellul, dont il reprend la définition suivante : « La propagande est l'ensemble des méthodes utilisées par un groupe organisé en vue de faire participer activement ou passivement à son action une masse d'individus psychologiquement unifiés par des manipulations psychologiques et encadrés par une organisation. »

Deux champs sont plus particulièrement étudiés : la politique et l'économie. En matière politique, Colon montre que la propagande n'est pas

l'apanage des régimes autoritaires. Au contraire, elle est intrinsèquement liée à la démocratie et à l'encadrement des masses : dans un régime démocratique, le pouvoir appartient à ceux qui parviennent à obtenir l'adhésion du plus grand nombre de citoyens. En matière économique, le capital appartient à ceux qui réussissent à attirer le plus grand nombre de consommateurs ou de clients par le biais, entre autres, du marketing et de la publicité.

Des passerelles existent entre ces deux champs, comme l'illustre la personnalité d'Edward Bernays. Ce dernier a fait partie de la commission Creel pendant la Première Guerre mondiale – chargée de convaincre l'opinion américaine de soutenir l'effort de guerre – avant de défendre les intérêts de grandes entreprises. On lui doit notamment une campagne – menée avec le soutien d'un éminent psychanalyste – présentant les cigarettes comme des « torches de la liberté » aidant les femmes à se soustraire au joug masculin. Après la Seconde Guerre mondiale, le même Bernays a été impliqué dans une entreprise de déstabilisation qui a conduit à la chute du président du Guatemala.

David Colon passe en revue les supports de propagande (radio, cinéma, télévision, etc.) et dissèque les méthodes de manipulation de l'opinion. Elles peuvent être grossières, à l'instar du mensonge et de la fabrication de faux, vraisemblablement promis à un bel avenir. Ainsi, comme le relevait Jean-Marie Domenach : « Contre la fausse nouvelle, le démenti est généralement sans force car il est très difficile de démentir sans "avoir l'air" de se défendre "comme un accusé" et il arrive que plus le faux est grossier, plus il a d'effet et plus il est difficile de le rectifier. »

Toutefois, les manipulations tendent à devenir de plus en plus subtiles. Les propagandistes sont en effet prompts à exploiter les progrès techniques et scientifiques. À cet égard, la dernière partie de l'ouvrage consacrée à « l'ère de la post-vérité » et la conclusion qui met en garde contre « l'âge de la propagande totale » ont de quoi inquiéter. L'auteur relève en effet que les avancées des neurosciences sont mises à profit pour tenter d'influencer les comportements et que les masses de données générées par la société numérique permettent de produire une « propagande personnalisée d'une redoutable efficacité ». L'exemple de l'ingérence russe dans l'élection américaine de 2016 est évidemment évoqué mais une des forces de l'ouvrage de David Colon est de ne pas se limiter à ce cas déjà abondamment traité. En somme, à l'heure du « storytelling » et des « infox », la lecture de ce livre dense est recommandée.

Marc Hecker

EUROPE

SUR LE FIL DE L'ASILE

Pascal Brice

Paris, Fayard, 2019, 280 pages

Directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et des apatrides (Ofpra) de 2012 à 2018, Pascal Brice livre son témoignage sur des années marquées par la question de l'accueil des exilés, celui d'un haut fonctionnaire français, qui, avec ses équipes, a fait avancer la protection des réfugiés des rives de la mer du Nord aux quatre coins du territoire français,

en Grèce, en Italie et en Espagne puis au Moyen-Orient et au Sahel.

« Le droit d'asile, rien que le droit d'asile ! » L'expression lancée à sa prise de fonction en décembre 2012 constitue le fil conducteur de son action. Les termes de « combat » et de « bataille » reviennent ici à de nombreuses reprises. Il s'agit bien d'un récit de combat pour sauvegarder une institution qui a permis aux grands-parents de l'auteur de se sauver du nazisme. L'ancien directeur de l'Ofpra relate les démantèlements des campements de migrants à Calais et Paris, et la mise en place des mécanismes de solidarité européenne avec l'Allemagne, la Grèce et l'Italie en 2015 et 2016. Il raconte le développement de la réinstallation des réfugiés à partir de la Turquie, du Liban, du Niger et du Tchad. Ces années charnières portent les germes d'une autre manière de protéger les réfugiés, et soulignent que la fidélité aux valeurs humanistes constitue une voie de règlement de ce qu'on a nommé « la crise migratoire ».

Pascal Brice décrit la transformation de l'institution qu'il a dirigée. Il démontre que, grâce à l'intelligence collective, une administration qui reconnaît le statut de réfugié au nom de la France depuis 1952 peut évoluer, s'adapter aux défis actuels. En projetant l'Ofpra au-delà des murs de sa banlieue parisienne, son directeur a bouleversé son fonctionnement habituel, pour sortir cet organisme de ce qu'il appelle un « *burn-out* collectif », et le remettre sur la voie de sa mission première : la protection des réfugiés. Désormais, c'est au plus près des personnes en besoin de protection en France, dans les ports européens et à l'extérieur de l'Union européenne (UE), que les agents de l'Ofpra se déploient.

Cet ouvrage témoigne contre la fatalité et constitue, d'une certaine manière,

un guide méthodologique. L'Ofpra n'a pas fait évoluer le droit d'asile seul. La coopération avec les responsables politiques, les administrations, les organisations internationales, les associations et les bénévoles, constitue la condition *sine qua non* du changement. L'auteur évoque « une famille de l'asile », dont les membres peuvent avoir des intérêts divergents mais qui savent se retrouver autour de l'action commune.

Le contraste entre la réforme de l'Ofpra, qui a permis d'améliorer l'instruction des demandes d'asile tout en accélérant les procédures, et de multiples réformes législatives qui ne ciblent pas les réelles difficultés, amène à poser la question de l'efficacité de l'action politique dans un domaine aussi sensible. L'auteur ne délivre pas un réquisitoire contre les responsables politiques. Il en appelle au contraire à la responsabilité des dirigeants, notamment pour le débarquement des bateaux de migrants, ou pour répondre à la situation des personnes ne se trouvant pas dans le champ de l'asile. Il souligne également le danger de certaines décisions, revenant sur l'accord entre l'UE et la Turquie de mars 2016, aux termes duquel, selon lui, l'Europe a décidé de refouler des réfugiés – une première depuis la Seconde Guerre mondiale...

Matthieu Tardis

IDÉES REÇUES SUR L'ALLEMAGNE. UN MODÈLE EN QUESTION

Claire Demesmay
Paris, Le Cavalier bleu, 2018,
200 pages

L'Allemagne a-t-elle raison d'avoir bonne conscience ? Cette bonne

conscience un peu molle que l'on oppose souvent à l'arrogance française ?

Oui. Les Allemands peuvent être fiers d'une société qui a effectué un tel travail de mémoire, long et profond, sur son tragique *xx^e* siècle. D'un système politique qui fonctionne sur le compromis permanent, que d'aucuns taxent d'immobilisme, mais qui fait montre – même aujourd'hui – d'une remarquable stabilité. Du discret balancement du pays réuni entre post-nationalisme et conscience nouvelle de la *Heimat*. D'un système social où conflits et transitions se résolvent le plus souvent par la négociation et par le droit. D'être la puissance économique dominante d'Europe, et l'une des premières puissances exportatrices du monde. D'avoir mis sur le devant de la scène, plus tôt que d'autres, l'obsession de l'écologie. D'être porteuse d'une volonté européenne constante et inclusive. D'avoir sauvé l'honneur européen en s'ouvrant en 2015 au million de réfugiés qui se pressait à ses frontières...

Certes. Et Claire Demesmay dit tout cela – sans oublier le revers de la pièce. Une division du pays qui perdure depuis la réunification. Un système politique qui s'essouffle, comme le suggèrent les difficultés du dernier mandat d'Angela Merkel. Un enfermement dans une bonne conscience économique qui risque de séparer Berlin de ses plus grands partenaires européens. Un pays qui a du mal à traduire ses discours européistes dans des choix politiques concrets. Une société où la baisse numérique du chômage se paie de la précarisation et de la hausse de la pauvreté. Où les excédents budgétaires s'appuient sur une baisse des dépenses publiques qui menace investissements et infrastructures. Où le discours écologique

n'oblige pas au respect des engagements internationaux. Et où, peut-être – horreur ! – l'extrême droite est de retour (certes, moins qu'en France...).

C'est un voyage informé, et donc heureusement contradictoire, que nous organise l'auteur, naviguant entre de multiples sujets ouverts à débat. On relèvera qu'au nombre des thèmes traités, trois au moins pourraient donner lieu à des développements ultérieurs. Tout d'abord, la RDA et son héritage : elle n'est ici présente – et c'est fort significatif d'une certaine bonne conscience de l'Ouest – qu'au travers d'une déploration sur l'état économique des *länder* de l'Est, et de l'imputation récurrente d'une « tentation autoritaire » – comme dans la RDA d'hier on renvoyait le nazisme sur la RFA. La dimension militaire : il faudrait détailler le rapport complexe qu'entretient la société allemande – bien au-delà de ses leaders – à la Bundeswehr et au militaire en général, qui explique le positionnement international de Berlin beaucoup plus que les obstacles juridiques et constitutionnels. Enfin, il manque une « idée reçue » capitale dans ces pages : le rapport « pathologique » de nos chers voisins au droit – pathologique au sens où un Allemand est tenté de penser le droit comme une thérapie en soi. Vision qui sépare, mieux que le Rhin, deux sociétés : outre-Rhin, on veut que le droit organise les sociétés humaines ; en France, qu'il les régule.

Le livre de Claire Demesmay remet quelques pendules à l'heure, et en détraque d'autres. Il constitue une efficace introduction à de nouvelles discussions : les partenaires de vie sont toujours moins simples qu'on les imagine, ou qu'on les rêve.

Dominique David

ASIE

LA CHINE E(S)T LE MONDE. ESSAI SUR LA SINO-MONDIALISATION

Sophie Boisseau du Rocher
et Emmanuel Dubois de Prisque
Paris, Odile Jacob, 2019,
304 pages

Une grande partie des problèmes que rencontrent aujourd'hui l'Europe et les États-Unis face à la Chine tient à leurs différences, notamment politiques, mais aussi à la méconnaissance du fonctionnement de ce pays, à la fois État-nation et civilisation. L'hypothèse est ici que la manière dont la Chine va gérer le commun révélera sa spécificité, et les ajustements que devront faire les pays occidentaux qui partageront cette dynamique. L'ambiguïté de la position chinoise en matière de droit international, par exemple – comme le droit de la mer –, illustre la recherche de l'intérêt national sous couvert de respect de « caractéristiques chinoises », une position qui s'applique d'ailleurs à de nombreux domaines.

Le Parti communiste chinois a besoin d'un ennemi, extérieur ou intérieur, rôle qui peut être joué aussi bien par le Japon que les États-Unis, mais aussi par les individus les plus riches de la société. Alors que jusqu'à une période récente la stratégie internationale de Pékin était surtout fondée sur la discrétion, elle est désormais offensive et multiplie les mesures protectionnistes. On notera toutefois que tous les pays occidentaux utilisent le protectionnisme pour servir leurs intérêts. Mais les règles du jeu sont, pour eux, beaucoup plus clairement exprimées.

En optant pour une perspective historique, l'ouvrage propose des clés de lecture enrichissantes. Alors que Mao Zedong avait souhaité tourner la page du passé et détruire le plus possible ce qui le rappelait, Xi Jinping sait au contraire l'utiliser et le glorifier, justifiant ainsi une partie de ses actes par la volonté de redonner sa grandeur au pays. La vision qu'a la Chine de ses relations avec l'étranger est perçue à l'aune du concept de *Tianxia*, « tout ce qui est sous le ciel » : le monde, sur lequel aurait régné l'empereur, et qui semble se redessiner aujourd'hui au fur et à mesure de la montée en puissance de la Chine. C'est bien la crainte de nombre de pays que de devoir suivre des normes définies par Pékin, une crainte d'autant plus fondée que l'initiative des Nouvelles routes de la soie vise à approfondir les relations de la Chine avec des pays dont beaucoup sont encore en développement, Pékin espérant notamment bénéficier de leur soutien dans les instances internationales.

La façon dont les autorités chinoises construisent leur vérité, par exemple sur la situation de Taïwan, nous rappelle la nécessité absolue, pour les pays occidentaux, d'affirmer la leur autrement qu'avec des *tweets* agressifs, et de mieux définir, et respecter, les valeurs qu'ils entendent défendre.

Bien qu'il soit un peu frustrant pour le lecteur que les sources des statistiques citées ne soient presque jamais indiquées, les différentes facettes de la stratégie politique de la Chine, aussi bien du point de vue international que du point de vue domestique, sont ici très bien documentées.

Ce livre très riche explique et illustre les complexités de la Chine et les fondements de ses relations avec le reste du monde. On ajoutera que si certains

Occidentaux ont pensé que l'ouverture économique du pays s'accompagnerait d'une libéralisation politique, c'est qu'ils oubliaient l'histoire récente : l'économie de marché s'accommode plutôt bien des régimes autoritaires. La lecture de cet ouvrage est fort utile pour réfléchir à la stratégie dont devrait se doter l'Europe, dans un monde où les équilibres qui prévalaient depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale sont progressivement rompus.

Mary-Françoise Renard

CHINA'S MARITIME GRAY ZONE OPERATIONS

Andrew S. Erickson
et Ryan D. Martinson
Annapolis, Naval Institute Press,
2019, 324 pages

China's Maritime Gray Zone Operations est un ouvrage collectif qui rassemble les analyses croisées de 22 spécialistes de la stratégie dite des « zones grises ». Rédigé sous la direction d'Andrew S. Erickson et Ryan D. Martinson, membres du *China Maritime Studies Institute* (CMSI) de l'*US Naval War College*, il se concentre sur le cas spécifique de la Chine qui mène depuis plusieurs années une politique d'annexion rampante en mer de Chine méridionale, en mer orientale et en mer Jaune.

La première partie est consacrée aux enjeux conceptuels liés à la définition des zones grises. Contrairement à d'autres stratégies ambiguës comme la guerre hybride, la stratégie des zones grises implique l'intimidation d'un État voisin par des moyens non-militaires : il s'agit d'annexer des territoires ou des espaces maritimes sans courir

le risque d'une périlleuse escalade militaire. Préserver une apparence de légalité est donc nécessaire et requiert la mise en place d'un argumentaire juridique justifiant l'intervention des forces de l'ordre chinoises pour exercer un contrôle effectif sur les espaces maritimes revendiqués.

Les parties 2 et 3 établissent un panorama sociologique des acteurs impliqués dans les zones grises : les garde-côtes et les milices maritimes. Les auteurs évoquent les stratégies opérationnelles et juridico-diplomatiques mises en œuvre par Pékin. En 2020, les garde-côtes armeront 260 bâtiments de plus de 500 tonnes, ce qui place la Chine au premier rang mondial. Les actions les plus agressives sont parfois menées par des milices maritimes, formées et activées par la marine chinoise. Leur armement sommaire (canons à eau, éperons) permet des formes d'agression des navires étrangers que préfèrent éviter les forces officielles chinoises. La fusion récente des quatre agences de garde-côtes en un seul service et le recrutement d'anciens militaires ont visé à augmenter l'efficacité de l'action chinoise.

Dans les parties 4 et 5, les auteurs envisagent une contre-stratégie pour dissuader les agressions chinoises en Asie orientale. Les transgressions du droit international maritime posent un défi majeur à la puissance américaine. Dissuader Pékin d'employer la stratégie des zones grises passera par, d'une part la définition de lignes rouges et d'autre part l'établissement d'une stratégie permettant de répondre rapidement et calmement aux incursions chinoises. En effet, une réponse disproportionnée placerait le pays lésé dans une situation de coupable et serait donc contre-productive. À cet égard, les réponses apportées par le Japon, les

Philippines et le Vietnam constituent des cas d'étude intéressants, sources d'enseignements utiles.

Au final, ce livre présente aussi un intérêt certain pour la communauté de défense française. En avril 2019, un bâtiment militaire français a été intercepté par la marine chinoise pour avoir pénétré sans autorisation dans le détroit de Taïwan. Par ailleurs, le blocus du détroit de Kerch par la Russie en novembre 2018 et les dynamiques de contestation maritime en Méditerranée orientale ont montré que l'Europe n'était nullement à l'abri de ce type de menace.

Morgan Paglia

AMÉRIQUE

LE PIÈGE AMÉRICAIN

Frédéric Pierucci et Matthieu Aron
Paris, JC Lattès, 2019, 480 pages

L'utilisation du droit comme instrument économique n'est pas nouvelle et n'est pas l'apanage des États-Unis. Mais c'est bien ce pays qui l'a le plus structurée, développant depuis le début des années 2000 un véritable *soft power* juridique, notamment via une extension de l'applicabilité territoriale d'un de ses textes les plus puissants, le *Foreign Corrupt Practices Act* (FCPA). Voté en 1977, le FCPA vise à sanctionner les faits de corruption d'agents publics à l'étranger. En 1998, les États-Unis adoptent une interprétation extensive de la notion de rattachement à leur pays, ce qui leur permet alors de poursuivre les entreprises étrangères. C'est le cœur du livre que

signent Frédéric Pierucci et le journaliste Matthieu Aron, qu'on lit comme un polar, un imbroglio judiciaire dans un contexte de guerre économique.

En avril 2013, Frédéric Pierucci, directeur Monde de la division chaudières d'Alstom Power, est arrêté à l'aéroport JFK de New York et jeté en prison. Il est mis en examen dans le cadre de l'enquête du Département de la Justice américaine (DOJ) qui soupçonne la firme française d'avoir eu des pratiques de corruption pour l'obtention de contrats, notamment en Indonésie et en Égypte, une dizaine d'années plus tôt. Il passera plus de deux ans en prison. En parallèle, Alstom Power est vendu à son concurrent américain General Electric (GE), alors que le groupe finira par payer une amende record de 772 millions de dollars au DOJ.

Ce livre peut être lu à plusieurs niveaux. D'abord celui de la tragédie humaine : un homme enfermé dans des prisons de haute sécurité avec des truands ou barons de la drogue, séparé de sa famille, lâché par son entreprise (il en est même licencié pour abandon de poste) et plongé dans les méandres du système judiciaire américain.

Puis il y a l'affaire judiciaire. « Otage économique », Pierucci a clairement payé pour Alstom, qui faisait l'objet d'une enquête de la justice américaine depuis 2009. La plupart des poursuites engagées par le DOJ, notamment dans le cadre du FCPA, sont réglées *via* des procédures transactionnelles et non par la voie judiciaire, plus longue et plus coûteuse. Mais pour cela, l'entreprise poursuivie doit accepter de coopérer, et même s'auto-incriminer, ce qu'Alstom s'est refusée à faire en premier lieu. Emprisonner un cadre de la société était dès lors un moyen de faire pression sur l'entreprise.

Enfin, le livre propose une lecture plus politique, centrée sur la guerre économique entre les États-Unis et l'Europe. Selon Pierucci, GE a profité des poursuites judiciaires américaines d'Alstom pour mettre la main sur Alstom Power, voire a collaboré avec la justice américaine pour obtenir le *deal*. Un *deal* accepté par le PDG Patrick Kron, qui risquait gros dans la procédure. Le livre revient longuement sur les efforts de Bercy, et surtout du ministre de l'époque Arnaud Montebourg, pour trouver une solution alternative et conserver Alstom Power en Europe ; efforts finalement vains.

La thèse d'une collusion entre la justice américaine et GE, et la supposée pression des Américains pour acquiescer Alstom Power ne sont pas avérées, même à l'issue d'une commission d'enquête parlementaire lancée en novembre 2017. Pierucci tente pourtant dans son livre d'en apporter les preuves. La lecture de l'ouvrage en est passionnante.

Marion Leblanc-Wohrer

PAYS HORS SERVICE. VENEZUELA : DE L'UTOPIE AU CHAOS

Paula Vasquez Lezama
Paris, Buchet/Chastel, 2019,
224 pages

L'ouvrage de Paula Vasquez Lezama est un récit écrit à la première personne, regroupant une série d'anecdotes de terrain ou plus intimes, de réflexions politiques et même de reprises de rumeurs présentées comme telles, avec parfois quelques redites. Ce n'est donc « pas un travail scientifique » selon l'aveu même de cette anthropologue

qui a l'honnêteté de présenter objectivement son parcours de Franco-Vénézuélienne, fille d'universitaires. Son positionnement politique est clair : opposante aux gouvernements d'Hugo Chávez (1999-2013) et Nicolas Maduro (2013-), elle ne partage pour autant ni le point de vue des politiciens modérés qui participent coûte que coûte à des élections manipulées, ni celui des manifestants les plus radicaux qui mènent des actions de rue jugées « irresponsables » par l'auteur. Dans le cadre de la polarisation réactivée au Venezuela depuis le début de l'année 2019, Juan Guaidó est un « espoir » pour Paula Vasquez Lezama.

Le principal mérite de cet ouvrage est de décrire le quotidien de la tragédie que vit le peuple vénézuélien : situations kafkaïennes pour trouver de la nourriture, difficultés pour parvenir à se soigner, abus de pouvoir à tous les échelons de la hiérarchie dans le cadre d'une régression démocratique qui s'accroît ces dernières années. Paula Vasquez Lezama connaît bien ces réalités et sait décrire les souffrances et humiliations que vivent les Vénézuéliens au fur et à mesure de l'effondrement de leur État.

On peut néanmoins déplorer qu'elle utilise son ouvrage pour régler des comptes avec la France insoumise – même si ce parti émet des contre-vérités sur le Venezuela – mais aussi pour disqualifier des spécialistes – Janette Habel, Olivier Dabène, George Ciccariello-Maher, Renaud Lambert, Temir Porras, etc. – qui connaissent fort bien l'Amérique latine en général et le Venezuela en particulier et dont le seul tort est d'avoir un point de vue différent.

Le parti pris de l'auteur nuit à la compréhension du lecteur, à qui l'histoire du Venezuela est présentée à

travers le prisme de l'opposition. Des termes différents et normatifs sont employés pour décrire des réalités similaires, selon qu'une action émane du gouvernement ou de l'opposition. Ainsi, tel mouvement social avant la présidence d'Hugo Chávez est considéré comme une « émeute » ; sous la présidence de Chávez ou Maduro, il accède au rang de « révolte ». La tentative de coup d'État d'Hugo Chávez en 1992 est qualifiée d'« événement sanglant », celle organisée contre lui en 2002 serait une simple « maladie ». En outre, parmi d'autres détails, tel candidat d'opposition à l'élection présidentielle de 2018 est présenté comme un « proche de Chávez », sans mentionner qu'il a rompu avec lui huit ans plus tôt.

La crise vénézuélienne mérite des ouvrages plus nuancés. Un autre livre récent, celui de Maurice Lemoine intitulé *Venezuela, chronique d'une déstabilisation* (Le Temps des Cerises, 2019), présente cette crise à travers un prisme politique diamétralement opposé. Il est regrettable que l'édition française reproduise une polarisation idéologique qui néglige les complexités de la situation vénézuélienne.

Thomas Posado

RUSSIE

LA RUSSIE DANS LE MONDE

Anne de Tinguay (dir.)
Paris, CNRS Éditions, 2019,
282 pages

Depuis l'annexion de la Crimée, la posture internationale musclée de la

Russie a suscité beaucoup d'interrogations sur sa vision du monde. Cet ouvrage retourne le miroir et cherche à comprendre la représentation que se fait désormais le monde extérieur de la Russie et de sa politique. Onze auteurs analysent l'insertion de la Russie dans les espaces économique ou culturel mondiaux et les perceptions de différentes régions géographiques, ou de groupes particuliers comme les diasporas russes à l'étranger.

L'introduction d'Anne de Tinguy et l'ensemble des contributions rendent compte de la complexité et de l'ambivalence de perceptions qui varient non seulement selon les régions et les pays, mais aussi au sein des pays. Elles sont rarement dominées par un facteur unique, et de multiples éléments jouent : histoire, proximité géographique, clivages idéologiques ou générationnels. Ces facteurs aboutissent à la coexistence d'au moins quatre grandes images de la Russie.

Tout d'abord, celle d'un acteur majeur de la scène internationale. Même au Moyen-Orient (Julien Nocetti) où cette image n'a pas toujours été de mise, le revirement est spectaculaire : l'opération syrienne, le rapprochement avec la Turquie et l'Iran, l'opposition à l'Occident, le discours sur le respect de la souveraineté et le rejet de *regime change* trouvent leur écho favorable.

Aux États-Unis (Simond de Galbert) et en Europe (Laure Delcour), la Russie est aussi et d'abord perçue comme un défi stratégique. Ses actions sont surtout lues à travers le prisme de la violation du droit international et de la menace à la sécurité. Dans certains pays européens, cette lecture est renforcée par une perception de vulnérabilité aggravée par la présence de minorités russes, la dépendance

économique, énergétique, ou encore les mouvements migratoires.

La perception de la force que projette la Russie d'aujourd'hui contraste avec sa faible préparation aux défis du *xxi*^e siècle. Sa puissance économique (Julien Vercueil) et son niveau technologique sont en décalage par rapport à ses ambitions de leadership mondial. En dépit de son rapprochement des pays de l'Asie du Nord-Est (Céline Marangé), la Russie peine à convaincre les investisseurs, qui la voient comme un pays « risqué et peu fiable ». L'insertion dans l'espace culturel global reste ambivalente (Olga Belova) : la Russie est toujours une référence pour les œuvres classiques, mais a du mal à se renouveler dans les créations contemporaines.

Enfin, pour beaucoup, la Russie n'est qu'une référence parmi d'autres. Jusque dans l'espace postsoviétique (Bayram Balci et Emmanuelle Armandon), elle est concurrencée par l'Union européenne ou la Chine. « Le monde russe » (Olga Bronnikova et Katerina Kesa) hors frontières nationales est loin d'être monolithique, homogène, et de plus en plus traversé de clivages politiques.

La richesse et la clarté de l'ouvrage font qu'il figure parmi les recommandations de *l'Encyclopédie pour une histoire nouvelle de l'Europe* en ligne, au nombre des cinq références pour l'enseignement géopolitique dans les collèges et lycées. Il ouvre un vaste champ de recherches, qui pourrait être encore enrichi des perceptions de la Russie dans d'autres zones (Afrique et Amérique latine seraient particulièrement intéressantes à explorer), ou d'autres milieux (conservateurs, extrême droite ou extrême gauche dans les pays occidentaux).

Tatiana Kastouéva-Jean

ÉCONOMIE POLITIQUE DE LA RUSSIE, 1918-2018

Julien Vercueil

Paris, Seuil, 2019, 368 pages

Réaliser une synthèse claire de l'économie politique de la Russie au cours des cent dernières années n'a rien d'aisé. L'ouvrage de Julien Vercueil, professeur de sciences économiques à l'Institut national des langues et civilisations orientales INALCO, relève ce défi et comble une lacune en proposant le premier livre en langue française consacré à ce sujet.

Le récit, organisé en quatre chapitres, suit un découpage chronologique. Le premier chapitre présente les paradoxes entre les principes de l'économie soviétique planifiée et leur difficile mise en pratique, laquelle a conduit inexorablement vers la mise en œuvre de la *perestroïka*. Le second chapitre met en lumière les difficultés rencontrées lors de la transition à marche forcée vers une économie de marché. Cette période, souvent mal connue, est celle durant laquelle la puissante minorité oligarchique actuelle a pu émerger par le biais de privatisations massives.

Le troisième chapitre présente la «décennie brillante» qui a suivi le défaut du 17 août 1998, marquée par une accélération de la croissance mais aussi une hausse des inégalités. Enfin, le dernier chapitre revient sur les turbulences récentes, telles que la crise financière de 2009, les sanctions occidentales suite au conflit ukrainien, et les difficultés de la Russie à s'insérer dans l'économie mondiale.

L'intérêt de cet ouvrage est qu'il éclaire les liens étroits qui existent en Russie entre les sphères politique et

économique. L'étude de l'impact (économique) des sanctions occidentales imposées à la Russie à partir de 2014 (pour des motifs géopolitiques) constitue une excellente illustration de la validité de cette approche.

Fait rare pour un économiste, Julien Vercueil envisage que les comportements des agents économiques sont plus souvent le fait d'une réaction au contexte dans lequel ils sont plongés que d'une recherche sans faille d'optimisation. Ce paradigme s'avère particulièrement pertinent dans la section consacrée à l'évaluation de l'impact économique et social de la «Grande Transition», durant laquelle l'inquiétude de la population russe face aux soubresauts d'alors a eu un impact majeur en termes de santé publique et de démographie.

Cet ouvrage propose des solutions aux défis auxquels la Russie se trouve confrontée. Après avoir présenté la récente mise en œuvre par le pouvoir russe d'une politique de substitution aux importations (en réponse aux sanctions internationales), Julien Vercueil soumet l'idée que la Russie devrait plutôt envisager une politique de substitution aux exportations d'hydrocarbures. Un tel projet permettrait de répondre à la faible diversification d'une économie russe dépendante des matières premières. Cependant, la mise en œuvre d'une telle politique demeure irréaliste compte tenu du faible taux d'investissement, de la prépondérance des entreprises pétrogazières et de l'absence de culture entrepreneuriale au sein de la population.

La conclusion de ce livre repose sur l'idée que les difficultés de la Russie à s'insérer dans les circuits économiques internationaux sont le résultat d'un siècle de tâtonnements du pouvoir

russe. Coincée entre l'Union européenne, avec laquelle les relations sont au plus bas depuis 2014, et la Chine, qui inspire une grande méfiance au Kremlin, la Russie se trouve, comme souvent, à la croisée des chemins. La lecture de l'ouvrage de Julien Vercueil

est recommandée à ceux qui s'intéressent aux racines historiques et politiques des défis de l'économie russe, et à sa capacité à s'adapter au monde de demain.

Agathe Demarais

Découvrez nos nouvelles offres d'abonnement sur le site www.revues.armand-colin.com

- ✓ Bénéficiez de services exclusifs sur le portail de notre diffuseur
- ✓ Accédez gratuitement à l'ensemble des articles parus depuis 2007
- ✓ Choisissez la formule papier + numérique ou e-only



TARIFS 2019

► <i>S'abonner à la revue</i>		France TTC	Étranger HT*
Particuliers	papier + numérique	■ 80,00 €	■ 100,00 €
	e-only	■ 65,00 €	■ 80,00 €
Institutions	papier + numérique	■ 175,00 €	■ 195,00 €
	e-only	■ 130,00 €	■ 150,00 €
Étudiants**	papier + numérique	■ 70,00 €	■ 75,00 €
	e-only	■ 50,00 €	■ 55,00 €

* Pour bénéficier du tarif **Étranger HT** et être exonéré de la TVA à 2,1 %, merci de nous fournir un numéro intra-communautaire

** Tarif exclusivement réservé aux étudiants sur présentation d'un justificatif

► <i>Acheter un numéro de la revue</i>	Tarif	Numéro (format X-20XX)	Quantité
Numéro récent (à partir de 2014)	■ 23,00 €
Numéro antérieur à 2014	■ 20,00 €
TOTAL DE MA COMMANDE		 €

Bon de commande à retourner à :

DUNOD ÉDITEUR - Service Clients - 11, rue Paul Bert - CS 30024 - 92247 Malakoff cedex, France
Tél. 0 820 800 500 - Fax. 01 41 23 67 35 - Étranger +33 (0)1 41 23 66 00 - revues@armand-colin.com

Adresse de livraison

Raison sociale :
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : |_|_|_|_| Ville : Pays :
Courriel :@.....

Règlement à l'ordre de Dunod Éditeur

- Par chèque à la commande
- À réception de facture (institutions uniquement)
- Par mandat administratif (institutions uniquement)

Date : __/__/____

Signature (obligatoire)

Je souhaite effectuer mes démarches en ligne ou par courriel/téléphone

- ✓ Je me connecte au site www.revues.armand-colin.com, onglet « ÉCO & SC. POLITIQUE »
- ✓ Je contacte le service clients à l'adresse revues@armand-colin.com ou au 0 820 065 095

En vous abonnant, vous consentez à ce que Dunod Editeur traite vos données à caractère personnel pour la bonne gestion de votre abonnement et afin de vous permettre de bénéficier de ses nouveautés et actualités liées à votre activité. Vos données sont conservées en fonction de leur nature pour une durée conforme aux exigences légales. Vous pouvez retirer votre consentement, exercer vos droits d'accès, de rectification, d'opposition, de portabilité, ou encore définir le sort de vos données après votre décès en adressant votre demande à infos@dunod.com, sous réserve de justifier de votre identité ou, à l'autorité de contrôle. Pour en savoir plus, consultez notre Charte Données Personnelles <https://www.revues.armand-colin.com/donnees-personnelles>. Toute commande implique que vous ayez préalablement pris connaissance des conditions générales d'abonnement sur notre site : <https://www.revues.armand-colin.com/cga>